

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

UNITÉ DE COORDINATION ET DE SUIVI
DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Dakar, le

NOTE SUR LA MISSION DE LA BANQUE MONDIALE AU SENEGAL

Suite à une requête du Sénégal adressée à la Banque Mondiale pour bénéficier de son programme d'appui à la réforme du système de protection sociale, la Banque a envoyé une mission à Dakar pour rencontrer les autorités administratives et quelques partenaires techniques et financiers intervenant dans le pays. La mission est constituée de **Monsieur Phillippe Leite** et de **Madame Aline Coudouel**, Spécialistes en protection sociale.

L'objet de la mission est d'échanger avec le Gouvernement et d'autres acteurs intervenants dans le domaine de la Protection sociale,

- sur les opportunités de financement avec le projet IDA pour l'appui au développement du système national des filets sociaux.
- les modalités de l'appui de la Banque au programme national de bourse de Sécurité Familiale (PNBSF).

Une première séance de travail a été tenue le mercredi 21 août 2013, avec le Délégué Général à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale, **Monsieur Amadou Mansour Faye**. Cette rencontre a permis de faire le point sur l'état d'avancement des activités de démarrage du programme national de bourse de Sécurité Familiale (PNBSF), notamment sur la conception d'un système d'information intégrant l'élaboration d'un registre unifié qui pourrait servir de base de données pour l'identification de potentiels bénéficiaires de programmes de filets sociaux, la mise en place du mécanisme de ciblage, la formation des enquêteurs. Les discussions ont également permis d'harmoniser les points de vue sur les critères de sélection des ménages qui devront bénéficier de la Bourse et aussi de voir les modalités d'appui de la Banque Mondiale à travers le fonds IDA.

A cet égard, **Monsieur Leite** a indiqué que la Banque doit finaliser d'ici au mois de mars 2014, le programme IDA qui pourrait intégrer les besoins pour le programme de Bourses de Sécurité Familiale. Les premiers décaissements sont attendus au mois de juillet de la même année. Cependant, la BM avait déjà envisagé de soutenir les activités d'opérationnalisation du Programme BSF en dégageant un montant de 300 milles dollars qui pourra être mise à la disposition du Sénégal qu'au mois d'octobre 2013, suivant des procédures indiquées.

Au cours d'une deuxième séance de travail tenue, dans l'après-midi du Mercredi 21 août, avec des sectoriels, le représentant de la Banque Mondiale est revenu sur les opportunités dont le Sénégal pourrait bénéficier, notamment les possibilités de renforcement institutionnel, d'appui à la mise en place d'autres programmes en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants âgés de 0-5 ans et des jeunes sans emploi. La BM pourrait en effet, appuyer l'insertion des jeunes et des femmes à travers des travaux publics à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) et des activités génératrices de revenus (AGR) pour les familles productives. Le programme HIMO, à définir, doit être articulé à la problématique de l'adaptation aux changements climatiques, tandis que le programme d'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant est à initier suivant une approche de Financement Basé sur des Résultats (FBR).

Concernant les prochaines étapes de la mission, il est programmé une visite de terrain, le mardi 27août 2013, pour s'informer du déroulement des enquêtes initiées dans le cadre du processus d'identification des ménages pauvres bénéficiaires du Programme de Bourses. Aussi, des rencontres avec la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF), le PAM et l'UNICEF ont été prévues pour le mercredi 28 août 2013. le même jour. Le jeudi 29 août 2013, la mission rencontrera la Primature. La dernière réunion de débriefing avec l'équipe du projet IDA aura lieu 30 août 2013 à l'Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique (UCSPE)..

La Banque Mondiale va, à la suite de la présente mission, élaborer une note technique sur le projet IDA, intégrant toutes les propositions de la partie nationale. Cette note sera partagée et validée avec les acteurs concernés.